Les sociétés de négoce publiques et nationales

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Les filiales de négoce des compagnies pétrolières nationales

Le troisième groupe d'entreprises de la place de négoce singapourienne appartient à des États. Des compagnies pétrolières nationales de Chine, du Golfe, d'Inde et d'Asie du Sud-Est ont créé des filiales de négoce à Singapour. Celles-ci commercialisent le brut et les produits de leur société mère, achètent les charges d'alimentation de ses raffineries et négocient pour compte propre. Unipec, la filiale de négoce de Sinopec, est l'un des négociants publics chinois actifs sur le marché asiatique.[1] Les filiales de négoce de Saudi Aramco, de PetroChina, de Pertamina et d'autres compagnies nationales sont également présentes dans la ville, même si leurs dates de création et leur taille varient et ne sont pas toujours publiées.[2]

Pour une compagnie pétrolière nationale, une filiale de négoce à Singapour remplit plusieurs missions à la fois. Elle donne accès au centre de formation des prix asiatique et au processus d'évaluation de Platts examiné au chapitre II de cette partie. Elle permet à la société mère de commercialiser des cargaisons auprès d'un large éventail d'acheteurs et d'optimiser l'approvisionnement de ses raffineries. Elle lui

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

assure aussi une présence dans une juridiction dont les tribunaux et les institutions d'arbitrage sont acceptés par les contreparties du monde entier, un point sur lequel reviennent les chapitres II et III de la partie F. Enfin, elle permet à la compagnie publique de recruter des traders sur le marché international à des salaires internationaux, ce qui pourrait s'avérer difficile pour un siège national lié à un ministère.

PetroChina et Singapore Petroleum Company

Les capitaux publics chinois sont aussi entrés sur la place singapourienne par voie d'acquisition. Singapore Petroleum Company a été fondée le 19 mai 1969 sous le nom de Singapore Petroleum & Chemical Co. Pte Ltd et détient la moitié de Singapore Refining Company, dont la raffinerie de Jurong Island a une capacité de 285 000 barils par jour.[3] PetroChina a acquis la société auprès de Keppel Corporation en 2009. Celle-ci a été radiée de la cote de la Singapore Exchange le 22 octobre 2009, lorsque PetroChina a finalisé la prise de contrôle.[4] L'opération a apporté à une compagnie pétrolière nationale chinoise une raffinerie, un réseau de distribution et une base de négoce à Singapour. Elle a aussi montré que le gouvernement singapourien, par la vente opérée par un conglomérat lié à Temasek, était disposé à laisser des actifs énergétiques stratégiques passer sous propriété publique chinoise.

China Aviation Oil et la leçon de 2004

China Aviation Oil (Singapore) Corporation, filiale de China National Aviation Fuel, est cotée à la Singapore Exchange depuis décembre 2001. Elle achète du carburéacteur pour les aéroports chinois et négocie des produits pétroliers dans la région.[5] En 2004, la société a subi des pertes de 550 millions de dollars US sur des dérivés pétroliers spéculatifs. Son directeur général, Chen Jiulin, a été arrêté et a plaidé coupable de plusieurs chefs d'accusation, notamment d'opérations d'initié, de non-divulgation de pertes et d'établissement de faux états financiers. En mars 2006, il a été condamné à quatre ans et trois mois d'emprisonnement et à une amende de 335 000 S$.[6] La société a été sauvée lorsque BP, Temasek et sa société mère chinoise ont accepté d'investir au total 130 millions de dollars US.[7]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

L'affaire est devenue une référence à Singapour. Elle a montré qu'une société mère publique ne garantissait pas une gestion prudente des risques dans sa filiale étrangère, et qu'une cotation à Singapour imposait des obligations de publication dont la violation par un négociant pouvait entraîner des conséquences pénales. Elle a aussi mis en évidence le rôle de l'État singapourien comme investisseur stabilisateur, puisque Temasek a participé au sauvetage. Les enseignements en matière de gouvernance sont repris dans la section suivante.

Temasek, propriétaire de sociétés de négoce

Temasek, constituée le 25 juin 1974 en vertu du Companies Act (loi sur les sociétés) de Singapour, est le principal investisseur public singapourien dans les activités liées aux matières premières.[8] Sa participation majoritaire dans Olam a déjà été décrite. Par l'intermédiaire de Pavilion Energy, Temasek a également bâti une activité de négoce de GNL basée à Singapour. En juin 2024, elle a accepté de vendre la société à Shell, qui a finalisé l'achat de la totalité des actions le 31 mars 2025. L'activité singapourienne de gaz acheminé par gazoduc de Pavilion a d'abord été transférée à Gas Supply Pte Ltd, une autre filiale de Temasek, tandis que ses intérêts en Tanzanie étaient exclus de l'opération.[9] Le chapitre I de la partie D décrit de manière générale le mandat et la gouvernance de Temasek. Dans le secteur du négoce, elle agit en propriétaire patient, qui soutient les champions nationaux pendant leur phase de croissance et vend lorsqu'un acquéreur stratégique offre un meilleur environnement ou un meilleur prix.

Les cessions de Pavilion Energy à Shell et d'Olam Agri à SALIC vont dans le même sens. L'investisseur public singapourien a accepté que des activités de négoce qu'il avait contribué à bâtir passent sous propriété étrangère. La priorité de la politique publique est que l'activité, les emplois et les fonctions de marché restent à Singapour. Cet objectif est poursuivi au moyen des incitations et des infrastructures examinées au chapitre I de cette partie, ainsi que par la qualité de l'environnement juridique et financier.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Les maisons de commerce générales japonaises

Les *sogo shosha* japonaises forment un autre groupe. Mitsubishi, Mitsui, Itochu, Sumitomo, Marubeni, Toyota Tsusho et Sojitz sont des maisons de commerce générales qui négocient une large gamme de produits et de matériaux et détiennent d'importants investissements dans les ressources et les infrastructures.[10] Elles sont privées et cotées à Tokyo, mais travaillent étroitement avec les agences publiques japonaises sur la sécurité des ressources, ce qui les rapproche, par leur fonction, des sociétés de négoce nationales. Plusieurs dirigent depuis Singapour leur négoce régional de pétrole et de métaux.

Leurs filiales singapouriennes n'ont pas été à l'abri de défaillances de contrôle. En décembre 2024, Mitsubishi Corporation a révélé que sa filiale pétrolière singapourienne, Petro-Diamond Singapore, avait subi des pertes d'environ 90 millions de dollars US, soit 13,2 milliards de yens, en raison d'opérations non autorisées sur dérivés effectuées par un trader qui aurait manipulé son système de gestion des risques à partir de janvier 2024. La société a découvert le problème à la mi-novembre 2024 lors d'un contrôle de routine du middle office.[11]

Questions de gouvernance pour les négociants liés à des États

Les négociants liés à des États soulèvent des questions particulières pour leurs contreparties et pour la place. Leurs décisions peuvent suivre des objectifs politiques de l'État dont relève la société mère, tels que la sécurité d'approvisionnement, le soutien aux raffineurs nationaux ou, dans certains cas, le contournement de sanctions étrangères. Le chapitre IV de la partie H examine comment Singapour applique les sanctions des Nations unies et comment elle a réagi à l'invasion russe de l'Ukraine, tandis que le chapitre V de la partie K replace ces questions dans le contexte de la rivalité entre les États-Unis et la Chine.

Pour les banques, le lien étatique présente deux faces. Une garantie implicite d'une société mère puissante peut améliorer la qualité du crédit. Dans le même temps, la filiale de négoce peut être exposée à des directives politiques, à des sanctions visant

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

l'État dont relève la société mère et au risque que celle-ci retire son soutien lorsqu'une perte devient embarrassante, comme l'a laissé entrevoir l'affaire China Aviation Oil. Les prêteurs évaluent donc la filiale sur la base de ses propres comptes et examinent attentivement les conditions de tout soutien de la société mère.

Notes

1. Unipec (China International United Petroleum & Chemicals Co. Ltd), filiale de négoce de Sinopec, dotée d'une branche de négoce à Singapour ; Wikipedia, « Sinopec » (consulté en novembre 2026), mentionne Unipec comme filiale de Sinopec, mais pas ses activités à Singapour. ↩
2. Aramco Trading Company, PetroChina International (Singapore) et les entités de négoce de Pertamina à Singapour ; présence à Singapour établie d'après la presse spécialisée. L'article de Wikipedia sur Pertamina (consulté en novembre 2026) ne mentionne Pertamina Energy Trading Limited qu'en tant que filiale. ↩
3. Wikipedia, « Singapore Petroleum Company » (consulté en novembre 2026) : fondée le 19 mai 1969 sous le nom de Singapore Petroleum & Chemical Co. Pte Ltd ; détient 50 % de Singapore Refining Company avec Chevron ; capacité de 285 000 barils par jour ; Jurong Island. ↩
4. Wikipedia, « Singapore Petroleum Company » (consulté en novembre 2026) : PetroChina a acquis SPC auprès de Keppel Corporation ; radiation de la cote de la Singapore Exchange le 22 octobre 2009, lorsque PetroChina « completed its takeover of the Singapore firm » ; société mère PetroChina. ↩
5. Wikipedia, « China Aviation Oil » (consulté en novembre 2026) : cotée à la Singapore Exchange depuis décembre 2001 ; société mère China National Aviation Fuel. ↩
6. Wikipedia, « China Aviation Oil » (consulté en novembre 2026) : les opérations sur dérivés « resulted in US$550 million loss » ; Chen Jiulin a plaidé coupable d'« insider trading, failure to disclose losses, making false financial statements and conspiring to deceive » la Deutsche Bank. Wikipedia,

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

« Chen Jiulin » (consulté en novembre 2026) : condamné le 21 mars 2006 à quatre ans et trois mois d'emprisonnement et à une amende de 335 000 S$. ↩

7. Wikipedia, « China Aviation Oil » (consulté en novembre 2026) : BP, Temasek Holdings et CAOH « agreed to invest 130 million », évitant la faillite, sans préciser la devise. La presse de l'époque (Xinhua/China Daily, décembre 2005 à mars 2006) indique 130 millions de dollars US, répartis entre CAOHC, BP Investment Asia et Aranda Investments (Temasek). ↩
8. Wikipedia, « Temasek Holdings » (consulté en novembre 2026) : « Incorporated on 25 June 1974 » en vertu du Companies Act de Singapour. ↩
9. MarineLink, « Shell Completes Acquisition of Pavilion Energy », 31 mars 2025 (consulté en novembre 2026) : Shell Eastern Trading a finalisé l'acquisition de 100 % des actions de Pavilion Energy auprès de Carne Investments Pte Ltd, filiale indirecte détenue à 100 % par Temasek ; accord annoncé le 18 juin 2024 ; activité singapourienne de gaz par gazoduc transférée à Gas Supply Pte Ltd, filiale détenue à 100 % par Temasek ; participation de 20 % dans les blocs tanzaniens 1 et 4 non comprise. ↩
10. Wikipedia, « Sogo shosha » (consulté en novembre 2026) : « Japanese wholesale companies that trade in a wide range of products and materials » ; les sept grandes sociétés Mitsubishi, Mitsui, Itochu, Sumitomo, Marubeni, Toyota Tsusho et Sojitz. ↩
11. Wikipedia, « Mitsubishi Corporation » (consulté en novembre 2026) : Petro-Diamond Singapore a subi des pertes d'environ 90 millions de dollars US (13,2 milliards de yens) du fait d'opérations non autorisées ; le trader aurait manipulé le système de gestion des risques de la filiale à partir de janvier 2024 ; découverte à la mi-novembre lors d'un contrôle de routine du middle office ; le trader a été licencié et dénoncé à la police. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com